



L'affiche de la campagne de Fraternité 2015

Sommaire

Editorial

Anne-Lise Sieffert A.S.

Campagne de Fraternité 2015

Gérard Aleton.

Nouvelles d'Anne Génolini

Anne Génolini

Rapport moral de l'A.G.

Gérard Aleton

Rapport financier de l'A.G.

Anne-Lise Sieffert A.S.

Compte Rendu de l'A.G.

Anne-Lise Sieffert A.S.

Année de la vie consacrée

Mireille Istin A.S.

Les indiens du Brésil sont toujours traités à la marge et dans l'urgence- traduction

Ivânia Viera- journaliste

Noticias de Anne Génolini- tradução

Anne Génolini A.S.

Os indígenas continuam sendo tratados de forma marginal e emergencial no Brasil

Ivânia Viera- jornalista

Editorial

Ce bulletin, s'il est le 26^e, est bien le premier de l'année 2015. Alors, même si nous sommes déjà en février, c'est bien une nouvelle année qui s'est ouverte. Qui dit « nouveau » parle d'horizon ouvert, de « naissance », de « renaissance » ! Celle dans laquelle le Christ veut nous introduire et qu'il proposait à Nicodème (Jean, 3).

Alors, quelle « naissance » sera 2015, pour nous, pour notre association, pour la congrégation, pour le monde ?

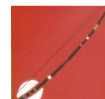
Gérard Aleton, dans son rapport moral lors de l'assemblée générale, dresse un tableau de l'année écoulée, mais nous interpelle surtout pour l'année à venir. Quel chemin prendrons-nous ensemble, amis laïcs, auxiliaires, brésiliens, français, pour aller de l'avant ? Et le débat qui a suivi veut, modestement, donner quelques pistes.

Anne Génolini a pris un nouveau départ. S'engager pour la vie dans la congrégation des auxiliaires, puis s'envoler pour une autre terre, même si elle a déjà passé deux ans en Amazonie auparavant, c'est une aventure faite de joie et d'épreuve, une nouvelle « naissance » annoncée par la rencontre d'une autre culture, d'un autre mode de vie. Elle nous partage ses premiers sentiments.

Le Carême qui commence est ce temps qui nous appelle à « choisir la vie ». Venu « *non pour être servi, mais donner sa vie en rançon pour la multitude* », le Christ nous entraîne avec lui sur son chemin qui est pour la Vie ! Gérard nous rappelle le thème de la campagne de fraternité 2015.

Et dans nos sociétés, quelque chose peut-il bouger ? La prophétie d'Isaïe : « *Voici que je fais du nouveau. Il germe déjà. Ne le voyez-vous donc pas ?* » (Isaïe 43, 19) peut-elle vraiment se réaliser là où tout semble bouché ?

Les indiens, oubliés dans les campagnes et les discours politiques, menacés par la PEC 215, (amendement à la constitution), peuvent-ils sortir de leur situation difficile et



provoquer des changements ? Quel est le pronostic pour les peuples indigènes et le mouvement indigéniste en 2015 ? Telle est la question à laquelle Gersem Baniwa, chercheur et militant de la cause des Indiens, essaye de répondre, interviewé par Ivânia Viera.

Alors, n'ayons pas peur de marcher de l'avant ! ■

Anne-Lise Sieffert AS

Campagne de fraternité 2015

Comme chaque année, à l'occasion du carême, Du Levain pour Demain introduit la campagne de fraternité lancée par les évêques du Brésil (CNBB¹). Le thème retenu pour 2015 est celui du service s'appuyant sur le passage de Saint Marc (Mc 10-45) où il est mentionné que « *Le Fils de l'homme est venu non pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour la multitude* ». Le but de la campagne, qui prend appui sur les conclusions du concile Vatican II, est de rappeler que chaque chrétien et communauté chrétienne doivent s'inscrire dans le dialogue et la coopération avec la société. Dans ce sens, cette campagne est en profonde résonance avec le charisme des Auxiliaires du Sacerdoce.

Comme à l'accoutumée, la CNBB propose à l'ensemble des chrétiens du Brésil un matériel didactique comprenant un texte de référence, des diaporamas, un chant, un agenda de carême et des affiches. La particularité du texte de référence qui retrace l'histoire de la relation entre Eglise et Société au Brésil est de proposer des exemples et des pistes concrètes de coopération.

Les personnes désireuses d'approfondir la campagne de Fraternité 2015 peuvent se rendre sur le site internet de la CNBB.

¹ Conferência Nacional dos Bispos do Brasil.

Le 3 février 2015, le pape François signait le décret de béatification d'Oscar Arnulfo Romero, archevêque de Salvador, défenseur des pauvres et des indiens, assassiné en 1980 par un soldat de l'armée salvadorienne alors qu'il célébrait la messe.

Reconnaître Oscar Arnulfo Romero comme martyr est un message fort envoyé, à l'entrée du carême, par le premier pape sud-américain à l'Eglise universelle. ■

Gérard Aleton



Anne Genolini (à gauche) avec un groupe de jeunes

Nouvelles d'Anne Genolini

Une joie

En 2001, avant de rentrer dans la congrégation des Auxiliaires du Sacerdoce, j'avais fait deux ans de coopération en Amazonie, dans l'Etat du Rondônia (diocèse de Guajará-Mirim). J'avais alors découvert un pays, des paysages, une culture, une langue, une manière de vivre qui m'ont vite conquise et que je retrouve avec beaucoup de joie.

L'Amazonie m'avait permis de rencontrer des indiens, des habitants des rives du fleuve, et des migrants venus de tout le reste du Brésil. Le Nordeste me fait rentrer dans une autre culture marquée par une histoire, celle de l'arrivée des portugais, de l'esclavage et de l'exode rural, et par une géographie, où la mer et la sécheresse jouent un grand rôle.



Un appel

Quelques semaines après mon arrivée, la communauté a entouré Jaci, qui termine le noviciat, pour la remise de diplôme d'un cours de théologie qu'elle a suivi pendant trois ans.

Tout ce qui a été dit m'a beaucoup marquée, puisque je viens également de terminer des études de théologie. Un des prêtres formateurs qui est aussi curé dans un quartier difficile, a rappelé aux étudiants que tous les jours un grand nombre de jeunes meurent à cause de la drogue et qu'il y a donc une vraie bonne Nouvelle à annoncer en actes. Un autre prêtre a rappelé l'importance d'une intelligence « spirituelle » alimentée par la prière, à l'écoute de la Parole de Dieu.

Ces paroles, mais aussi le fait de voir Jaci et tous ces laïcs capables de consacrer leur temps libre à la formation et à la réflexion, me fait espérer que notre Eglise cherchera toujours plus à faire grandir chacun en intelligence et en intériorité, sans s'exclure du combat pour la justice. Arriverai-je à m'intégrer dans l'Eglise locale et à rendre un peu de ce que j'ai reçu ? C'est une autre histoire...

Une épreuve

Arrivée ici, tout a contribué à ce que je me sente en insécurité permanente. Il y a d'abord ce climat de violence et de mort que les informations entretiennent avec un malin plaisir... violence due à la drogue où la police est aussi dangereuse que les criminels, accidents de bus et piétons écrasés, corruption en tous genres, pollution et épuisement des ressources élémentaires (eau, électricité).

Et puis, tout ce qui était tellement « normal » au point de devenir invisible est (re)devenu, du jour au lendemain, du luxe : la machine à laver, les bennes à ordures, la possibilité de sortir seule dans la rue... Même le fait d'avoir le droit de rester dans un pays et de pouvoir

projeter d'y rester quelques années ! ... sans parler de la langue qui fait que l'on n'est jamais sûr d'avoir bien compris ou d'avoir été compris, et de ma couleur de peau qui me catalogue d'office comme riche étrangère.

Enfin, tous les cadres explosent quand on change de culture, y compris le mode de vie communautaire, les habitudes alimentaires ou la pratique religieuse. Il faut du temps, de l'amour, de la confiance et de la liberté pour trouver le juste chemin entre fidélité à soi-même et ouverture au changement. La tentation est de se cramponner à son identité et ses habitudes, et de retrouver au plus vite l'autonomie perdue. Du coup, cette épreuve fait grandir en moi la soif d'apprendre du Christ l'amour confiant qui le rend capable de tout perdre et qui rend tout possible. Et cette plongée dans la vulnérabilité me rend davantage solidaire des plus vulnérables. ■

Anne Genolini A.S.

Bilan moral 2014²

Nous voici réunis rue Lemer cier à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'Association « Du Levain pour Demain » fondée en novembre 2009 pour accompagner les sœurs Auxiliaires du Sacerdoce au Brésil. C'est la cinquième AG que nous vivons, l'occasion de faire le bilan de l'année écoulée mais aussi d'évoquer l'avenir. Je vous remercie d'avoir pu vous libérer à cette occasion.

Vous excuserez l'absence des membres du bureau qui n'ont pu venir du fait de leur éloignement : les sœurs Cécile et Vilma qui demeurent au Brésil, Stéphane Latarjet et Evelyne Bénévent respectivement de Lyon et Rennes, Aparecida Gourevitch et Camille De la Guillonnière retenus par leur travail. Représentent le bureau aujourd'hui les sœurs Catherine Roth et Anne-Lise Sieffert, ainsi que celui qui vous parle.

² Bilan moral présentée lors de l'Assemblée Générale ordinaire (annuelle) de l'association et qui s'est tenue le 31 janvier 2015, rue Lemer cier



Ce bilan est, comme à l'accoutumée, composé de deux volets : le premier que j'intitulerais « **regard sur l'année écoulée** » et le second « **perspectives pour demain** ».

Regard sur l'année écoulée

Comme il est impossible de s'attarder sur tous les événements qui ont touché notre association en 2013, je vais simplement en souligner quelques-uns y compris les plus personnels.

Je vous propose d'abord de vous déplacer à Aime en Savoie, ville de la fondatrice, où les sœurs sont implantées. Nous y sommes allés avec ma femme en mars 2013 où nous avons apprécié l'accueil des sœurs et la générosité des lieux. C'est un endroit magnifique qui, avec La Plagne à proximité, accueille les skieurs en hiver et en été offre la possibilité de randonner ou tout simplement de se promener dans la montagne. En hiver, les sœurs travaillent à l'accueil spirituel des skieurs et des saisonniers qui, comme vous le savez, mènent une vie difficile au service des premiers. Mais la communauté des sœurs me semble être également à même de pouvoir donner un supplément d'âme aux touristes d'été. Je n'insisterai pas plus sur Aime que je considère être une chance pour les sœurs. Nous y allons pour échanger sur un livre retraçant la vie des Auxiliaires du Sacerdoce au Brésil lancé par Françoise Vernochet et repris par Marie-Emmanuel Crahay. Ce livre est une grande œuvre, importante non seulement pour l'histoire des sœurs au Brésil que l'on peut très vite oublier si l'on n'y prend garde mais aussi, pour le futur de la congrégation. De même que l'apprentissage de l'histoire de France à l'école primaire puis au collège et au lycée a pour but de forger des citoyens, comprendre l'histoire des sœurs au Brésil c'est être mieux armé pour réfléchir sur l'avenir de la congrégation au Brésil. J'aurai le plus grand plaisir à voir Marie-Emmanuel Crahay dédicacer son livre lors de la prochaine AG. Jaci, novice brésilienne, est venue en France durant plusieurs mois au milieu de l'année et

a apprécié Aime où elle a séjourné durant 3 mois. La réciproque est vraie car elle-même a été appréciée des personnes qui l'ont côtoyée.

Changeons de continent. Le 26 octobre 2014 Dilma Rouseff était réélue à la présidence de la république du Brésil. Sa réélection avec un très faible score marque le début d'une nouvelle ère pour le pays, gangrené par la corruption et qui est à la peine économiquement. Avec une majorité de sénateurs et de députés de droite, le risque est grand de le voir régresser socialement. D'un autre côté, c'est un pays jeune – un nouveau monde- où tout est possible. L'occasion de souligner que la société et l'environnement ecclésial ont considérablement évolué depuis l'époque où Dom Helder Camara appelait les sœurs à venir l'aider dans son diocèse de Rio de Janeiro même si les raisons qu'il évoquait n'ont pas changé aussi vite et bien qu'on l'aurait voulu. Je cite un extrait de sa lettre datée du 12 février 1962 à Renée Delorme dans laquelle il appelait les sœurs Auxiliaires à venir à Rio: « *Comme vous savez, à Rio avec ses 3 500 000 habitants, il doit y avoir approximativement 800 000 favelados en situation très précaire de vie et d'habitation. Le problème défie l'intelligence et le zèle du gouvernement et des particuliers. Il est vital pour l'Eglise que le peuple sente que nous ne sommes ni sourds ni aveugles mais que, au contraire, nous avons des yeux pour voir et des oreilles pour entendre la misère des tous petits* ».

L'Eglise catholique brésilienne n'est plus aussi lisible que sous la dictature bien que partagée à l'époque entre une église conservatrice et une église près du peuple. La Théologie de la libération n'est plus en vogue et les Eglises évangélique et pentecôtiste (on ne parle plus de sectes) sont très actives dans les milieux populaires et auprès des sénateurs et députés. Le néo-pentecôtisme catholique n'est qu'une réponse très partielle à ce phénomène. Pour ma part, je lui préfère de loin le recours à la tradition et à la religion populaire si prégnante dans le peuple brésilien. Le pape



François, argentin, l'a bien compris qui a engagé un processus de canonisation de saints américains. Cette conviction de l'importance de la religion populaire pour le Brésil rejoint le sentiment qui fut le mien à Aime lorsque j'ai compris l'action de son ancien curé qui organisait des repas festifs auprès des petites chapelles de village pour y célébrer leurs saints. Les sœurs devraient, du reste, bien se retrouver dans l'agir et les propos de ce pape argentin qui invite les chrétiens à aller en périphérie car comme il le dit si bien : « *L'Église doit se sortir d'elle-même ; c'est un hôpital de campagne pour soigner les blessés de l'existence.* »



AG du 31 janvier 2015

Si mon décompte est correct, il y a actuellement au Brésil 10 sœurs : Cécile, Dilma, Jaci, Anne à Salvador : Marie-Jô, Lene, Rose à Tijuquinha (Aracaju), Hélène, Marie-Laure et Vilma à Valença.

Cécile continue de travailler en prison, Marie-Jô dans l'accompagnement spirituel, Hélène et Marie-Laure dans la pastorale, Vilma est assistante sociale à la mairie de Cairu près de Valença. Lene se prépare à prononcer ses vœux définitifs, Rose est étudiante.

En 2014 Marie-Thérèse Gossart de la communauté de Valença, revenait en France après 24 ans de service au Brésil et Anne Genolini qui avait passé naguère deux ans en Amazonie en tant que laïque, rejoignait en décembre 2014 la communauté de Salvador

da Bahia. L'échange est vigoureux entre les deux rives de l'Atlantique.

Peut-être est-il temps de faire un retour sur notre association dont l'objet est :

- i. Aider financièrement à la formation des sœurs Auxiliaires du Sacerdoce au Brésil
- ii. Accompagner l'action des sœurs Auxiliaires du Sacerdoce au Brésil
- iii. Être un lieu de partage et d'amitié entre les sœurs Auxiliaires du Sacerdoce et les laïcs

Je laisse à Anne-Lise le soin de vous dresser le bilan de l'aide financière ; cette Assemblée Générale est l'occasion de remercier toutes celles et ceux qui contribuent à la formation des sœurs.

Vous, qui avez effectué le déplacement de la rue Lemercier, serez aisément d'accord avec ces deux derniers objectifs : accompagner l'action des sœurs et être un lieu de partage et d'amitié. Néanmoins leur mise en œuvre dans la durée est délicate. Autrement dit comment fait-on pour accompagner avec empathie les sœurs au fil des jours ? Le don est une première réponse, le bulletin en est une deuxième.

Cette année, nous avons fait un saut qualitatif en nous efforçant de mettre en parallèle dans le bulletin des témoignages brésiliens et des témoignages vécus en France ou ailleurs : ainsi l'interview de Vilma par Aparecida concernant le foyer d'enfants et d'adolescents de Valença et celui de Jeanne Celton qui explique comment on peut créer du beau dans un quartier de Marseille ou encore la mise en parallèle de la maison de retraite Bethléem par Aparecida avec une maison communautaire dans la région de Valença par Hélène de Guibert. Dans un dernier numéro, Cécile nous expliquait comment elle apportait avec d'autres un goût de liberté dans les prisons tandis que Camille membre du bureau nous disait comment Victor Hugo était un formidable vecteur de fraternité et de liberté dans Israël et les Territoires occupés. Nous



continuerons dans la même voie même si la mise en regard entre les témoignages n'est pas toujours aisée. Le bulletin voudrait également porter son regard sur la réalité brésilienne et quelques uns de ses grands défis : l'intégration des indiens, le problème de la terre, l'immigration, l'afflux des paysans dans les faubourgs des grandes villes, la réforme politique.

Mais l'association ne peut se réduire à des donateurs, un bulletin, une AG et quelques rares réunions entre membres du bureau. Comment accompagner les sœurs alors que nous n'avons pas de projet matériel commun avec celles qui insérées dans la société ne possèdent pas d'œuvre ? Le bureau s'est réuni pour réfléchir sur ce sujet au cours de l'année et les sœurs ont commencé à le travailler tant en France qu'au Brésil.

Ce souci que porte le bureau de l'association fut déjà évoqué lors de la dernière AG. Voici un an, Aparecida nous proposait de lancer un voyage pour rencontrer les sœurs au Brésil et leurs amis mais nous ne l'avons pas encore mis en œuvre, insuffisamment assurés de ce que nous cherchions même si nous n'avons pas abandonné l'idée. Voyager au Brésil pour se décentrer en rencontrant les 3 communautés est déjà intéressant mais insuffisant. On pourrait aller plus loin me semble-t-il en prévoyant des rencontres avec les amis des sœurs au Brésil. A terme, l'association pourrait être une fraternité informelle, un compagnonnage avec les sœurs d'ici ou de là-bas. Un compagnonnage de personnes qui se reconnaîtraient et retrouveraient dans le choix de vie des sœurs bien que leur mission ne soit pas totalement aisée à cerner, rejoignant ici ce qu'écrivait Catherine Chevrier dans l'éditorial de la lettre aux amis 2015. Je cite la réponse qu'elle formulait dans l'éditorial : « *Ça dépend...notre mission est très variée...Le fait de ne pas avoir d'œuvres propres ne permet pas de ne donner qu'une seule réponse...c'est selon l'engagement de chaque auxiliaire...* » Avant d'ajouter que dans le « *patchwork de la dernière lettre, le lecteur attentif saura y découvrir une réelle harmonie, un peu de ce mystérieux fil rouge qui nous tient ensemble* ». Pour ma part, je souhaiterais,

et c'est une ambition pour le bulletin de Du Levain pour Demain, qu'au-delà des témoignages, nous réussissions par des articles de fond à mieux cerner le charisme des Auxiliaires.



AG du 31 janvier 2015

Quel avenir ?

C'est du reste l'occasion de poser à cette Assemblée composée de sœurs et laïcs, quelques questions auxquelles vous pouvez répondre à chaud mais aussi en nous écrivant une fois rentrés chez vous. Nous pourrions alors en rédiger une synthèse dans un document (livre blanc ?) qui ferait suite à cette AG :

- Le bulletin sous sa forme actuelle vous semble-t-il pertinent ? Devons-nous infléchir sa ligne éditoriale (mise en parallèle de témoignages) ou non ? Quels thèmes convient-il de traiter en 2015 ?
- Quels contacts tant au Brésil qu'en France permettraient d'élargir le réseau ?
- Comment générer de nouveaux contacts ?
- De façon générale, comment voyez-vous l'évolution du partenariat entre laïcs et religieuses au sein de l'association ?



- Comment percevez-vous la présence des auxiliaires au Brésil? Quelles sont vos attentes et questions ?

Ce document de synthèse que j'appelle de mes vœux (le livre blanc) serait en quelque sorte le pendant modeste du livre sur lequel travaille Marie Emmanuel Crahay, dont le titre provisoire est «les Auxiliaires au Brésil» mais qui pourrait aussi s'intituler : « Que sommes-nous venues chercher au Brésil ? »

Je vais pour ma part donner un début de réponse à la dernière question : comment percevez-vous la présence des Auxiliaires au Brésil ?

Convenons que je déborde, à partir de maintenant, le strict cadre du bilan moral.

Les Auxiliaires sont enfouies dans le Monde : c'est leur grandeur et leur faiblesse. Leur richesse réside dans la multiplicité de leurs engagements et métiers qui leur permettent de s'adapter aux réalités de la société et les comprendre : elles sont infirmière, assistante sociale, théologienne, ingénieur, responsable de catéchèse etc... C'est le patchwork évoqué par Catherine Chevrier. Mais n'ayant pas d'œuvre, elles sont aussi, du fait même de cette diversité, émietées et difficilement audibles par la société. Il faut donc qu'elles adoptent les outils de dévoilement adaptés à leur charisme et que surgissent parmi elles des voix non pas pour trahir l'enfouissement et faire publicité, mais pour dire la vérité de leurs vies. Des voix qui parlent sans jargon aux acteurs de la société. Etre enfouies et audibles tout à la fois, tel est le challenge. Je cherche à souligner ici qu'il n'y a pas opposition entre enfouissement et visibilité. Le dévoilement est l'une des missions du bulletin ou du livre en rédaction. Mais ceci me semble encore insuffisant. Pour aller encore plus loin, j'estime que chaque sœur auxiliaire devrait non seulement aller au bout de son charisme- être la meilleure dans son domaine de compétence- mais aussi nous faire partager sa réflexion et nous apporter un supplément d'être. Vous avez besoin-et

nous avec vous- de sœurs assistantes sociales, infirmières, théologiennes, etc.... reconnues et appréciées dans leur travail qui nous fassent partager dans un aller- retour entre le service et la réflexion, la fécondité du christianisme dans le quotidien. Tout le monde n'a pas le don de la parole ou de l'écriture mais ce serait un service fraternel d'aider celles qui le désirent à mettre en forme leurs réflexions sur les sujets qui les occupent, et par conséquent nous préoccupent. Il y a déjà de bons exemples : le livre de Catherine Roth sur sa mission hospitalière, ceux d'Anne Roy dont quelques-uns pourraient certainement être traduits en français. Mais ce serait intéressant également si l'on pouvait disposer sur vos tables ici et au Brésil d'articles fondamentaux signés par les sœurs sur les prisons, les maisons de retraite, la drogue, les problèmes de la Terre et des indiens etc...

La formation des sœurs, dont c'est l'une des préoccupations de Du Levain pour Demain devrait être un souci permanent surtout au Brésil, où chaque brésilien est, tout au long de sa vie, en formation continue. Je vais même plus loin et me suis déjà exprimé à ce sujet : il ne faut pas attendre que les sœurs aient prononcé des vœux pour se former. J'en connais bien sûr les objections: quelques jeunes femmes après la formation abandonneront la communauté et il faut réserver du temps linéaire et disponible pour réfléchir à sa vocation. Mais c'est une vision qui n'est pas en phase avec le dynamisme de la société brésilienne et tant pis s'il y a des pertes ai-je envie de dire !



Catherine Roth lors de l'AG du 31 janvier 2015



Soyez un jaillissement d'espérance et d'autres femmes vous rejoindront naturellement. J'ai bien connu vos pionnières au Brésil notamment Elisabeth Moreaux et Thérèse Dreyer : elles irradiaient chacune à leur manière et leur lumineuse mémoire m'aide à vivre- ce que l'on appelle la communion des saints. Je garde toujours en mémoire le champ de forces qu'était Thérèse Dreyer dans le village de São João au Pernambuco. Femmes, jeunes filles, enfants toquaient à sa porte à toute heure de la journée. Elle répondait toujours présente pour dénouer un problème, donner un coup de main ou un conseil.

C'est pour moi le visage de la sainteté ! ■

Gérard Aleton

Bilan financier

Pour être « du levain », impliquées dans la société et l'Eglise, nos sœurs du Brésil doivent pouvoir s'appuyer sur une formation solide, dans le domaine professionnel, dans la vie ecclésiale et sociale afin d'être des Auxiliaires 'debout', capables de rendre compte de leur foi et de notre charisme, capables d'entendre et comprendre les défis que lance la société d'aujourd'hui à l'espérance chrétienne et en collaboration avec d'autres chercher des chemins de réponse...

Les dons reçus par l'association sont destinés à contribuer à payer les études qu'elles sont amenées à faire, notamment pour acquérir une compétence professionnelle, en vue de leur mission.

Voilà où elles en sont :

A Aracaju, **Rose** a commencé des études d'infirmière tout en continuant son travail dans un hôpital de jour comme secrétaire-standardiste. Concilier études et travail professionnel n'est pas facile et il se pourrait

qu'elle se consacre totalement à sa formation professionnelle et de jeune professe dans les mois qui viennent. Cela lui permettra aussi de donner un peu plus de temps à ses engagements apostoliques.

Lene a préparé ses vœux définitifs qu'elle prononce dimanche prochain. Catherine Roth ira les recevoir, en tant que déléguée de la supérieure générale. Lene est envoyée à Valença où elle va œuvrer principalement avec la jeunesse et auprès des plus pauvres.

A Salvador, **Jaci** en 2^e année de noviciat, a suivi des cours de français. Elle a fait son stage de 2^e année de noviciat à Aime cet été. Dans le cadre de son noviciat, elle a suivi à Salvador un cours de théologie et y a trouvé beaucoup de goût et de joie.

Anne est arrivée fin novembre à Salvador.

A Valença, **Vilma**, assistante sociale, s'est présentée à un concours au cours de cette année. Un concours, c'est un concours ! Difficile d'être meilleure que les autres ! Elle vient d'en présenter un autre dimanche dernier. La situation d'un salarié, même formé et diplômé, reste précaire au Brésil et l'avenir n'est pas forcément définitivement assuré. « Fonctionnaire », elle aurait une plus grande sécurité d'emploi.

Marie Laure a fait le CENFI, trois mois d'initiation à la mission au Brésil destinés aux missionnaires arrivant de l'étranger, organisés par le CCM, Centre Culturel Missionnaire et la CNBB, Conférence Nationale des Evêques du Brésil : apprentissage méthodique de la langue, introduction à la vie de la société et de l'Eglise au Brésil, stage dans une famille, vie communautaire permettant des échanges fraternels entre les personnes qui viennent de différents pays, cultures et églises et surtout une adaptation à la vie au Brésil.

Les valeurs chiffrées sont distribuées hors bulletin aux adhérents.



Perspectives 2015

Rose va continuer ses études afin d'obtenir son diplôme d'infirmière.

Certainement **Vilma** tentera quelque autre concours. Mais elle réfléchit aussi à une post-graduation, une spécialisation dans son métier d'assistante sociale.

Jaci a beaucoup aimé le parcours de théologie qu'elle a commencé à la faculté catholique de Salvador. Elle semble avoir des capacités pour cela et nous aimerions qu'elle poursuive des études. Avec elle nous réfléchissons et discernons comment lui proposer un parcours de formation qui lui permette à la fois de se former professionnellement (d'acquérir un 'métier'), mais aussi d'avoir de bonnes bases en théologie qui lui permettront d'être apôtre solidement, en collaboration avec d'autres, en Église et dans notre monde d'aujourd'hui...

Anne commence le 21 février prochain un cours de portugais qui lui permettra d'avoir un niveau académique, afin de poursuivre ses études de philosophie et théologie au Brésil.

« En optant pour l'espérance, il ne s'agit de faire perdurer des structures en accueillant par exemple des jeunes français ou étrangers dans des conditions de vie et de formation insuffisantes... »
(J.Pierre Longeat, président de la CORREF à l'Assemblée des supérieurs majeurs à Lourdes en novembre 2014)

Je profite de cette rencontre pour dire un grand merci, au nom des Auxiliaires, à tous ceux et celles qui, même s'ils ne sont pas présents ce soir, soutiennent notre mission au Brésil par leur don, la lecture de la revue « du levain pour demain » et l'intérêt pour ce que vivent les auxiliaires au Brésil, leur amitié, leur prière. Et un merci tout

particulier à vous qui êtes venus à cette assemblée !■

Anne-Lise Sieffert A.S.

Compte rendu de l'Assemblée Générale

Après le rapport moral de Gérard Aleton, un débat s'instaure autour de plusieurs questions :

Autour des études au Brésil.

Comment sont perçues des religieuses qui étudient dans un monde de pauvres au Brésil ? Que font-elles tous les jours ? L'argent ne devrait-il pas être également distribué aux pauvres ? En Amazonie, une association « équipe itinérante » fait des formations le long du fleuve... Et si la caisse servait éventuellement aussi à aider une jeune fille connue des sœurs qui veut faire des études ?

Au Brésil, beaucoup de personnes étudient le soir et travaillent le jour pour payer leurs études, ou suivent l'université par internet. Les Brésiliens sont tout le temps en train d'étudier.

Les Auxiliaires en France sont souvent déjà formées quand elles entrent dans la congrégation. Au Brésil, comme en France, les études doivent permettre aux sœurs d'être bien elles-mêmes et de rayonner. Les études ne sont pas un en-soi, elles doivent servir pour le Royaume.

Autour de la visibilité.

Les Auxiliaires du Sacerdoce n'ont pas d'œuvres propres. Elles n'ont pas ouvert d'écoles, d'hôpitaux à leur compte. De ce fait, elles sont moins « visibles ». Mais est-ce utile que les Auxiliaires soient plus connues ? Et de quelle visibilité parlons-nous ?

De fait, au cours de la soirée, nous ne parlions pas tous de la même visibilité. Dire



Jésus-Christ ? Témoigner par les actes ?
Qu'attendent nos contemporains ?

- Dans le travail professionnel, en France comme au Brésil, les sœurs ne sont-elles pas appelées aujourd'hui, dans le compagnonnage au quotidien avec les collègues, à savoir exprimer ce qui les fait vivre, le pourquoi, le comment, à partager ce qui les anime... Pas dans une perspective de prosélytisme, mais « pour la fécondité du christianisme dans le quotidien »³.
- Et si la visibilité était justement dans les actes concrets pour la justice et portés collectivement ? Ce sont des choix de société qui ne sont pas neutres et parlent. L'option préférentielle des pauvres, au Brésil c'est perceptible ! Et en France, le type de bâtiment que nous habitons, la Maison de la Parole de Meudon, l'EHPAD de Paray le Monial ouverte à tous...
- Ce que les gens attendent d'une religieuse, c'est quelqu'un qui va les écouter, leur donner des conseils, prier pour eux. Une religieuse, un prêtre, c'est quelqu'un qui, au nom de l'Evangile, a respecté une certaine exigence et dont on attend qu'il professe la même exigence à notre égard. Les gens ont besoin d'être tirés vers le haut. Qu'on nous tire vers l'amour !
- La meilleure visibilité, ce n'est pas les discours, mais le « voyez comme ils s'aiment », comme ils aiment les autres, vont auprès des plus isolés de la société...
- Et cependant, au cours de l'Avent, les chrétiens étaient invités à sortir dans les rues pour aller à la rencontre des gens et témoigner de la joie de Noël et on a pu entendre une personne s'exclamer : « cela fait 15 ans que je vous attendais ». Et le témoignage

à la chambre funéraire de ceux et celles qui s'engagent dans la pastorale des funérailles est fort !

- Les jeunes que nous pouvons côtoyer reconnaissent certaines valeurs, certains positionnements, certains choix et demandent des conseils. Certains n'ont pas la culture, certains ont des défenses. Parfois l'enfouissement crée de la visibilité, parfois la visibilité ne favorise rien. Il s'agit d'être enfoui et audible à la fois. 'Soyez un jaillissement d'expérience et d'espérance' (Gérard).

Dire qui l'on est et le faire avec d'autres, quel bel objectif !

Autour de notre association.

Un groupe de laïcs s'est constitué autour des auxiliaires. Pour un compagnonnage. L'association que nous formons mélange laïcs et religieuses. En cela, elle est assez différentes d'autres associations. Gérard a le souci d'élargir ce champ d'amitié. Que faire ? Comment progresser ?

Laïcs, religieuses. Au-delà des clivages, n'est-ce pas autour de l'Evangile qu'il faut nous retrouver ? Nous sommes d'abord et avant tout chrétiens, disciples de Jésus-Christ, fidèles à son Evangile. En entrant dans la congrégation, les religieuses vivent cela d'une façon particulière, mais tous, nous donnons notre vie. On a parlé de « compagnonnage ». Religieuses, laïcs, nous pouvons nous enrichir les uns les autres.

Concrètement, quel chemin nous donnons-nous pour l'année ?

Nous pouvons partager des intentions de prière, de la France vers le Brésil, du Brésil vers la France. Une neuvaine de prière est lancée par la CORREF⁴ pour l'année de la vie consacrée, ne pourrait-elle pas traverser les frontières ? Elle peut se faire ensemble.

³ Expression de Gérard Aleton dans son rapport moral

⁴ Conférence des Religieux et Religieuses de France



Pourquoi ne pas profiter de cette année de la vie consacrée en France pour dire un jour à la messe que nous avons des sœurs au Brésil, annoncer les vœux définitifs de Lene et inviter un soir tous ceux qui souhaitent partager avec nous sur le Brésil, en profitant du retour de Catherine du Brésil, par exemple ?

Elargir notre groupe, simplement en en parlant aux personnes qui nous aiment bien, en France comme au Brésil, pas forcément des gens nombreux, mais des gens sensibles au charisme des Auxiliaires du Sacerdoce.

Les sœurs du Brésil ont des amis. Mais la réalité est bien différente. Ne faudrait-il pas commencer par faire un chemin dans chacun des deux pays séparément et se rapprocher ensuite ? Pour cela lancer une association au Brésil ?

Les votes

Les rapports moral et financier sont votés à l'unanimité des participants.

Les membres du bureau 2014 sont reconduits sauf Stéphane Latarjet remplacé dans son poste de vice-président par Aparecida Gourévitch.

La composition du bureau est la suivante :

Président : Gérard Aleton

Vice-présidente : Aparecida Gourevitch

Secrétaire : Cécile Biraud

Secrétaire adjointe : Catherine Roth

Trésorière : Anne-Lise Sieffert

Trésorière adjointe : Vilma Marinho

Membres :

- Evelyne Bénévint
- Camille de la Guillonnière
- Stéphane Latarjet ■

Anne-Lise Sieffert. A.S.

Année de la Vie Consacrée

A l'occasion de l'année de la Vie Consacrée, la Corref (Conférence des Religieux et Religieuses de France) organise une neuvaine de prière du 1er au 9 mars.

Cette neuvaine pourrait être l'occasion de "faire quelque chose ensemble" France - Brésil, congrégation des Auxiliaires - Levain pour demain, religieuses - laïcs. Prions ensemble dans l'action de grâce pour ce que nous vivons et vivent les religieux et les familles spirituelles.

Pour s'inscrire c'est simple : il suffit d'aller sur <http://i.hozana.org/1IVq4W5>

Mireille Istin A.S.

Les indiens du Brésil sont toujours traités à la marge et dans l'urgence⁵.

Cette déclaration est de Gersem Baniwa, professeur-docteur de l'Université Fédérale d'Amazonas, considéré depuis deux décennies comme l'un des leaders indigènes les plus respectés. Aujourd'hui, il est chercheur et militant de la cause des indiens et des communautés traditionnelles amazoniennes.

L'amendement à la constitution connue sous la référence (PEC n° 215) a mis les leaders indigènes sur pied de guerre avec le pouvoir central de Brasília, l'année passée. Des femmes, des enfants et des hommes de diverses ethnies sont venus devant le Congrès et le gouvernement fédéral pour éviter l'approbation de l'amendement. Celui-ci représente une menace qui peut être mise à exécution à tout moment. Voici 30 ans, un jeune indien, du peuple Baniwa de la région de São Gabriel da Cachoeira (Alto Rio Negro/Amazonas) qui militait pour la cause indienne était progressivement reconnu comme l'un de ses principaux leaders brésiliens. Aujourd'hui âgé de cinquante ans,

⁵ L'interview de Gersem Baniwa a été réalisée par Ivânia Viera, professeur au Département de Communication de l'Ufam. Elle prépare actuellement une thèse de Doctorat sur la Société et la Culture en Amazonie.



Gersem Luciano dos Santos Baniwa, chercheur, professeur-docteur du département d'anthropologie de l'Université Fédérale d'Amazonas (UFAM) est l'un des dirigeants du Forum de l'éducation scolaire indigène de l'Etat d'Amazonas. Directeur du programme « d'Actions Affirmatives » de l'UFAM, il est un chercheur attentif aux demandes des indiens, critique et ardent défenseur du dialogue. Dans cette interview exclusive, Gersem aborde la PEC 215 et trace un tableau des défis auxquels sont confrontés les indiens d'Amazonie et du Brésil en cette année 2015.

Que représente pour les indiens et les mouvements indigènes la PEC 215? Est-elle une véritable menace?



Gersem Baniwa

Gersem Baniwa: L'objectif de la PEC 215 défendue au Congrès National par les représentants ruraux⁶ a pour objectif d'invalider le processus de démarcation des terres indigènes et de transférer de l'exécutif vers le législatif le pouvoir constitutionnel de délimitation des territoires indigènes, d'attribuer les titres de propriété aux quilombos⁷ et de création des réserves. Pour le moment, c'est le cauchemar des indiens et le plus grand défi des mouvements indiens qui luttent pour leurs droits. En réalité, en transférant les pouvoirs au Congrès National (Sénat et Chambre des députés), on

⁶ Représentants des grands propriétaires fonciers (élevage et agriculture)

⁷ Quilombo : terre de l'arrière-pays brésilien où se sont installées des personnes d'origine africaine.

condamnerait par avance toute tentative de délimitation des territoires indigènes car le Congrès National n'aurait pas les moyens opérationnels de cette politique.

La PEC est-elle vraiment une menace réelle?

Gersem Baniwa: Bien qu'actuellement remise, la PEC 215 reste une menace parce que les représentants ruraux ne vont pas cesser de vouloir usurper les droits des indiens. Les attaques contre les droits des indigènes, les noirs des quilombos et la biodiversité ne vont pas cesser de sitôt car les représentants de l'agro-business sont ce qu'il y a de plus rétrograde et raciste dans le pays même si quelques uns font exception. C'est cette majorité qui détruit, dévaste, exploite et envahit sans aucun frein nos forêts et territoires. Elle tue et assassine tous ceux qui se mettent en travers de leur chemin dont les peuples indigènes. Ces gens-là se complaisent dans la barbarie capitaliste, ne voulant rien savoir des Droits de l'Homme, des règles de la démocratie, et du développement durable. En vérité ils promeuvent une idéologie capitaliste, raciste qui va à l'encontre du développement durable, de notre pays et de la planète.

En fait la PEC 215 dépasse la problématique des peuples indigènes, des communautés traditionnelles et des quilombos. N'attaque-t-elle pas les citoyens et citoyennes du monde...?

Gersem Baniwa: C'est cela même. Quand nous analysons le contenu de la PEC, nous constatons qu'elle menace non seulement les peuples indigènes, les communautés des quilombos, les communautés traditionnelles, les défenseurs de la biodiversité mais aussi toutes les personnes et catégories sociales intéressées à vivre dignement dans ce monde. Les résultats les plus récents de la recherche expliquent la façon dont les



territoires indigènes contribuent à la valorisation de la biodiversité et à l'équilibre des écosystèmes brésiliens. Nous avons besoin de trouver la manière de communiquer et de développer une stratégie politique qui engloberait dans cette lutte d'autres catégories sociales progressistes de la société brésilienne. En développant une stratégie d'amélioration de la qualité de vie de tous les brésiliens nous aiderons du même coup les peuples de tous les pays du monde.

Dans la campagne politique et dans les discours politiques (ceux de la présidence de la république et des gouverneurs d'État) les peuples indigènes furent oubliés. Comment décryptez-vous ce discours?

Gersem Baniwa: Historiquement les peuples indigènes furent toujours oubliés et invisibles lors des campagnes politiques et dans les propositions gouvernementales. Quand ils sont mis en valeur c'est seulement à la marge et dans l'urgence de situations ponctuelles. Mais durant les campagnes électorales de 2014, cet oubli fut bien perçu pour au moins deux raisons à mon avis. La première à cause de la grande influence auprès des candidats du lobby de l'agrobusiness clairement anti-indigéniste. Devant la nécessité de se concilier l'influence économique, politique et financier du lobby de l'agrobusiness, les candidats se sont refusés à aborder des thèmes allant contre les intérêts des véritables patrons des campagnes électorales. La seconde raison prend sa source dans les difficultés que le mouvement indigéniste a toujours rencontré pour nouer des alliances historiques (avec les communautés traditionnelles, les travailleurs ruraux, les défenseurs de l'environnement, le mouvement noir, etc.) qui leur auraient permis d'être au cœur des discussions et des décisions politiques. Dans les décades 1990 et 2000, ces alliances furent plus concrètes et

efficaces. Lors des deux présidences de Lula (Luiz Inácio Lula da Silva, premier ouvrier de la métallurgie à diriger le pays lors de deux mandats successifs de 2003 à 2011), des groupes de leaders indigènes liés au PT ont réussi à participer à des groupes de discussion et à élaborer des programmes gouvernementaux. Ces dernières années, dû à l'importance croissante de la collusion entre les partis conservateurs et anti-indigénistes, les leaders indigènes se sont progressivement éloignés des lieux de prise de décision. La même chose est arrivée avec le Parti Communiste du Brésil, qui fut au Brésil et particulièrement dans l'État d'Amazonas un important allié des mouvements indigénistes et qui a accueilli parmi ses affiliés des leaders indigènes. Aujourd'hui il est devenu l'un des partis les plus anti-indigénistes qui soit et l'idéologie que défendent ses dirigeants va contre les droits indigènes et contre le code de la forêt, etc.

Le scénario que vous avez esquissé n'oblige-t-il pas le mouvement indigéniste du Brésil et de l'Amazonie à s'impliquer davantage?

Gersem Baniwa: Oui en effet. Le mouvement indigéniste doit redevenir dynamique, inventer ou même créer de nouveaux espaces de dialogue et d'intervention dans les structures de l'État en faveur des droits collectifs des peuples indigènes. C'est évident que les thèmes défendus par les gouvernants sont le résultat d'un équilibre de forces au sein des alliances et groupes politiques. Du même coup, l'absence ou la faible participation des indigènes dans ces espaces ne contribue pas à leur assurer une grande visibilité. Curieusement, cette situation se produit alors qu'il y a une plus grande présence indigène dans certains espaces de pouvoirs (municipalités, responsables fédéraux et des États, conseillers, secrétaires, directeurs, gérants et coordonateurs indigènes) y



compris dans les partis qui ont contribué aux élections de 2015 même si parmi les 85 candidats qui se sont présentés, aucun n'a réussi à se faire élire. Nous sommes aussi dans une époque où les peuples indigènes avec 13 étudiants ont désormais accès à l'université. D'un côté nous avons un mouvement indigéniste d'avant-garde indépendant et autonome (qui énonce parfois des critiques radicales vis-à-vis du gouvernement), de l'autre des indigènes liés à des partis ou à des gouvernements serviles et qui n'arrivent pas à s'imposer et à définir la thématique indigène dans les cercles de pouvoir des partis.

Comment sortir de cette situation et provoquer des changements?

Gersem Baniwa: Je défends la position que, même s'il est important qu'il y ait une avant garde autonome de résistance du mouvement indigène, il faut que le mouvement indigéniste construise d'autres stratégies de lutte plus dynamiques et constructives comme la participation aux cercles de décision par l'intermédiaire de représentants élus par votes populaires lors des élections. Il est également important qu'il réussisse à articuler les forces et potentialités représentées par la cohorte des universitaires, administrateurs, professionnels et politiques indigènes. L'élite des leaders indigènes qui fréquentent Brasília dans le souci de nouer le dialogue avec le gouvernement doit compter sur toutes les forces indigènes disponibles pour lutter en faveur des droits dans un contexte chaque fois plus complexe. C'est tout de même lamentable que lors des élections de 2014 aucun des 85 candidats indigènes n'ait été élu alors que nous savons que dans les Etats d'Amazonas, Roraima, Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Acre, les peuples indigènes disposent d'une densité électorale suffisante pour élire au moins un député d'Etat à titre d'exemple. Cet objectif doit faire partie de l'agenda de travail du mouvement indigéniste. Il ne sert à rien de discuter "ad

infinitem" en comptant sur la chance de pouvoir disposer de solidarité, charité et bienveillance des « non » indiens dans les cercles de pouvoir et de décision du Brésil.

Quel est le pronostic pour les peuples indigènes et le mouvement indigéniste en 2015?

Gersem Baniwa: Le pronostic 2015 pour les peuples indigènes est incertain. Les peuples indigènes continueront à subir la violence et les attaques contre leurs droits et territoires. Les attaques proviendront de trois angles différents. Le premier est celui des ruraux rétrogrades et de l'agrobusiness; un deuxième correspond aux entreprises de d'extraction de bois et de minerais; le dernier angle d'attaque provient de l'exécutif lui-même par le biais des grands travaux d'infrastructure. Cette politique est téléguidée par un politique originaire des Etats du Nord, actuel ministre des Mines et Energie (Eduardo Braga du PMDB, sénateur congédié et ex-gouverneur de l'Etat d'Amazonas est né dans l'Etat du Pará et a fait toute sa carrière politique à Manaus, capitale de l'Amazonas). Si durant les dernières années, l'épicentre de la tension en ce qui concerne la construction de grandes infrastructures publiques fut le barrage hydroélectrique de Belo Monte, le foyer de tension va se rapprocher à partir 2015 de nous les amazoniens avec les grands travaux prévus sur la rivière Tapajos. C'est le scénario prévu dont la concrétisation totale ou partielle sera influencée par la mobilisation du mouvement indigéniste et de ses alliés dans la défense du droit des indigènes. Les mouvements de résistance, de pression, la mobilisation, mais aussi la dénonciation des peuples et du mouvement indigéniste vont donc continuer et croître en vigueur.



Qu'est-ce qui est prévu pour sensibiliser et pousser les gens à protester?

Gersem Baniwa: Nous espérons que de nouvelles initiatives viendront compléter la panoplie des actions permanentes de lutte du mouvement indigéniste que celles-ci soient internes ou réalisées avec l'Etat ou la société civile. De façon interne, je vois la possibilité de favoriser la formation politique (ethno-politique) d'une nouvelle génération de leaders, jeunes, étudiants et professionnels indigènes dans le but de les voir entrer dans le combat quotidien et permanent de leurs communautés afin de renforcer les luttes actuelles. La responsabilisation de ces nouvelles générations mieux formées et impliquées dans les institutions gouvernementales va nous permettre d'accéder à un nouveau palier de dialogue moins asymétrique qu'aujourd'hui avec l'Etat et la société dominante. On peut même envisager avec optimisme de meilleurs résultats aux prochaines élections. Il est inadmissible que, dans un pays autoproclamé pluri-ethnique, l'un des pieds du trépied-indien, blanc, noir- soit exclus de toute structure de pouvoir alors que les peuples indigènes sont partie prenante de la formation socioculturelle du pays. C'est pour cette raison qu'au delà de la formation et de la politique interne, le mouvement indigéniste doit enrichir sa palette de stratégies de lutte que celles-ci soient politique, de gestion des gouvernements, académique, par le biais des mouvements sociaux, etc. Le bouillon de la lutte doit bouillir plus, chauffer plus, s'épaissir plus, se diversifier plus mais surtout être mieux organisé.

Etant à la tête d'un département (Département de Politiques Affirmatives) dans le cadre de l'Université Fédérale Amazonienne (UFAM) (de Manaus), que faites-vous dans le sens de créer de

nouveaux dialogues et plateformes afin d'offrir des réponses prenant en compte les intérêts des peuples indigènes?

Gersem Baniwa: Le Département des "Actions Affirmatives" dont je suis le responsable fut créé en 2013 dans le cadre d'une initiative de l'Université dénommée PROEXTI comme une première réponse aux lacunes de la politique de l'UFAM vis-à-vis des exclus historiques de l'Université: les peuples indigènes, les noirs, les habitants des quilombos et les communautés traditionnelles. L'UFAM est situé dans l'Etat du Brésil qui a la plus forte concentration de population indigène et la plus grande diversité ethnique. Malgré cela, elle n'a pas eu, jusqu'à ce jour, de politique institutionnelle vis-à-vis de cette population même si elle mène de longue date des actions en sa faveur. C'est une tâche de longue haleine qui n'est rien moins qu'évidente car elle rencontre résistance et incompréhension à l'intérieur même de l'institution. L'actuelle direction de l'Université est pleinement consciente de cette carence et a créé pour cette raison le département dont je m'occupe; néanmoins tout ne dépend pas uniquement des dirigeants. L'université est une institution démocratique (c'est une bonne chose) qui laisse une grande autonomie à ses différents secteurs et unités académiques. Cette autonomie a néanmoins un effet pervers car certaines instances en profitent pour rendre peu lisibles ou mettre en difficulté les procédures innovantes qui ne suivent pas la pratique administrative dominante qui peut être excluante, injuste, voire raciste soit intentionnellement, soit encore par indifférence ou manque de connaissance. En ce sens, l'Université est le miroir fidèle de la société dominante et elle agit en suivant le courant de ses forces politiques et idéologiques avec ses vanités et ses égos. Ici encore les peuples indigènes sont absents des centres de pouvoir et des conseils supérieurs.



Que proposez-vous pour ce Département?

Gersem Baniwa: Notre but pour ce Département est de travailler progressivement pour un changement du regard, et une amélioration de connaissance sur les peuples indigènes et d'autres peuples minoritaires exclus afin qu'ils entrent dans un programme institutionnel. Il ne s'agit pas qu'ils en bénéficient par faveur spéciale ou privilège mais qu'ils y entrent de plein droit du fait de leur potentialité et de leur apport-fruit d'un savoir millénaire- pour qu'ils contribuent à l'enrichissement de la connaissance scientifique. Nous portons notre effort sur la compréhension de la réalité et du droit indigène et la recherche de modèles administratifs plus adéquats. En 2015 par exemple, nous essaierons de donner notre contribution pour que l'UFAM institutionnalise sa politique « d'Actions Affirmatives » tant au niveau du premier et deuxième cycle que du troisième cycle en nous insérant dans la structure juridique existante de l'Université. Nous cherchons également à accroître les opportunités d'accès à l'Université des indigènes soit par le biais de quotas et de places supplémentaires soit par des cours de licence interculturels qui accueillent actuellement plus de 400 instituteurs indigènes (200 ont déjà été formés). Les prochaines années, nous nous efforcerons aussi d'offrir des cours spécialisés dans des domaines considérés comme stratégiques pour les indigènes tels que la santé, l'agro-écologie, les compétences techniques, etc. Notre pari est qu'une présence indigène accrue au sein de l'université contribuera à favoriser les évolutions dans les domaines administratif et épistémologique de l'institution. Nous faisons également le pari qu'en accroissant le niveau de formation des exclus et peuples minoritaires, ceux-ci deviendront à leur tour les acteurs de la transformation de leur communauté, de la société et de l'Université.

Comment positionner la relation institutionnelle du Brésil avec les peuples indigènes ?

Gersem Baniwa: Comme le chante Milton Nascimento, je pense que *“regarder vers la mer avec le Brésil dans le dos ne va pas faire de ce pays un endroit où il fait bon vivre”*. Ce pays n'est pas bon pour les peuples natifs car les dirigeants de l'élite politique et économique ainsi qu'une partie significative de la société se refusent à accepter leur propre origine. Une société qui nie ou qui a honte de sa propre identité ne peut être un pays humain, développé, socialement juste, démocratique et au final du compte civilisé. Il ne s'agit pas ici de reconnaître l'origine de son identité car j'entends fréquemment de la part des “non” indiens la phrase suivante: *“Nous avons tous du sang indien dans les veines”*. La question fondamentale est d'accepter, de valoriser, d'être orgueilleux et d'assumer son identité indigène. Autant de persécutions de cruauté, de violence, d'assassinats contre les peuples indigènes (Selon un rapport publié en 2014 par le Conseil Indigéniste Missionnaire, le nombre d'assassinats de leaders indigènes causés par les conflits de la terre a augmenté de 269% durant les 12 années de gestion du pays par le PT) ne peuvent être le résultat que d'un racisme larvé, d'une négation de l'autre ou d'une hostilité contre une autre société qui fait pourtant partie organiquement, biologiquement, socialement et culturellement de la société brésilienne. C'est si l'on veut une espèce d'auto-racisme, c'est à dire une haine de soi, de ses origines, de ses ancêtres même si ce n'est pas le cas de tous. Ceci montre comment une grande partie de la société brésilienne nie ou cherche à nier une partie de son histoire, de son patrimoine culturel et génétique. Pour le bien de tous, il faut que la nation brésilienne murisse, se démocratise, s'humanise, se modernise afin de créer de réelles conditions du vivre ensemble et de coexistence entre ses peuples pour que ce Pays appartienne véritablement à tous.



Qu'est-ce qui est prévu pour le mois d'avril⁸ de cette année?

Gersem Baniwa: Au niveau national, sont prévues des manifestations pour la défense des droits des indigènes, notamment leurs droits territoriaux. Au niveau de la Région et des États, nous avons l'intention de mobiliser et de manifester pour attirer l'attention des gouvernants et de la société civile sur les problèmes que rencontrent les peuples indigènes concernant la garantie de leur territoire, la santé, le racisme, la discrimination et les préjugés auxquels ils font face. Le racisme larvé auquel est soumis le peuple Tenharim dans la région d'Humaitá (Etat d'Amazonas) sera la référence pour cette mobilisation. Le racisme contre les Tenharim, qui est aussi un racisme institutionnel, représente une alerte très sérieuse concernant le danger de racisme en notre Etat d'Amazonas. Nous devons le combattre de toutes nos forces avec tous les moyens à notre disposition et principalement l'éducation préventive. Il n'y a que le racisme institutionnel qui puisse expliquer que seuls les indigènes impliqués dans les désordres furent mis en prison alors que ceux qui ont envahi, mis à sac et brûlé le patrimoine public sont libres. L'impunité est une carte blanche ou une autorisation donnée à ceux qui commettent des crimes racistes contre les minorités ethniques. ■

Ivânia Vieira.

Noticias de Anne Genolini

Uma alegria

Em 2001, antes de entrar na congregação das Irmãs Auxiliares

⁸ Note du Traducteur : Le mois d'avril est un mois où les mouvements indigènes et les organismes qui travaillent avec les indiens font des programmations pour sensibiliser la population à la cause indigène. Le 19 avril est le jour de l'Indien.

do Sacerdócio, eu tinha feito dois anos de cooperação na Amazônia, no Estado de Rondônia (diocese de Guajará-Mirim). Eu tinha então descoberto um país, paisagens, uma cultura, uma língua, uma maneira de viver que rapidamente me conquistaram e que eu reencontro com muita alegria.

A Amazônia me tinha possibilitado de encontrar os índios, os ribeirinhos, e os migrantes vindos de outros estados do Brasil. O Nordeste me faz mergulhar numa cultura marcada pela historia, a da chegada dos portugueses, a escravidão e o êxodo rural, e por uma geografia onde o mar e a seca representam um papel importante.

Uma chamada

Algumas semanas após a minha chegada, a comunidade acompanhou Jace, que termina o noviciado, para a entrega do diploma do curso de teologia que ela fez durante três anos.

Tudo o que foi dito me marcou bastante, pois eu também tinha acabado de terminar os meus estudos de teologia. Um dos padres professor que é também o pároco de um bairro difícil, lembrou aos estudantes que a cada dia, um grande número de jovens morre por causa da droga e que tem uma boa notícia para anunciar na pratica. Outro padre lembrou a importância de uma inteligência « espiritual » alimentada pela oração, na escuta da Palavra de Deus.

As palavras, mas também pelo o fato de ver Jace e todos esses leigos aptos à consagrar o seu tempo livre na formação e na reflexão, me faz esperar que nossa Igreja procurará sempre fazer crescer cada um em inteligência e interiorização, sem esquecer a luta pela justiça. Poderei me integrar na Igreja local e transmitir um pouco daquilo que recebi? Essa é outra historia...

Uma provação

Chegando aqui, tudo contribuiu para me sentir numa insegurança permanente. Existe primeiro o clima de violência e de morte que



os noticiários transmitem com um astucioso prazer... violência devido à droga onde a polícia é tanto perigosa quanto aos criminais, acidentes de ônibus e pedestres esmagados, corrupção de toda a espécie, poluição e falta de recursos essenciais (água, luz)

E depois, tudo o que era totalmente « normal » no ponto de vista de ser invisível tornou-se, do dia para a noite, um luxo: máquina de lavar roupas, compartimento para lixo, a possibilidade de sair sozinha na rua... Mesmo pelo fato de ter direito em ficar num país e de poder planejar em ficar alguns anos ! ... sem falar da língua que faz a gente não ter nunca a certeza de compreender ou ser compreendida, e minha cor de pele que me categoriza como rica estrangeira.

Enfim, tudo explode quando a gente muda de cultura, assim como o modo de vida comunitária, os hábitos alimentares ou a prática religiosa. É preciso de tempo, de amor, de confiança e de liberdade para encontrar o exato caminho entre fidelidade a si mesmo e a abertura à mudança. A tentação é de se trancar na sua identidade e costumes, de reencontrar o mais rápido a autonomia perdida. No fundo, essa provação faz crescer em mim a sede de aprender o Cristo de amor confiante que torna capaz de perder tudo e que torna possível. Esse Mergulho na vulnerabilidade me faz mais solidária aos mais vulneráveis.

Anne Genolini A.S. ■

Os indígenas continuam sendo tratados de forma marginal e emergencial no Brasil

A declaração é do antropólogo e professor-doutor da Universidade Federal do Amazonas, Gersem Baniwa, um dos mais respeitados líderes indígenas há duas décadas e hoje pesquisador e militante da causa indígena e das comunidades tradicionais na Amazônia.

A Proposta de Emenda à Constituição (PEC) nº 215 colocou os líderes indígenas em pé de guerra na sede do Poder Central, em Brasília, no ano passado. Mulheres, crianças e homens de várias etnias enfrentaram o Congresso Nacional e o Governo Federal para impedir que a PEC fosse aprovada. O documento está arquivado como uma ameaça que poderá vir a ser concretizada a qualquer momento. Há 30 anos, um jovem indígena, nascido no povo Baniwa, no Município de São Gabriel da Cachoeira, região do Alto Rio Negro/Amazonas, era forjado no movimento indígena vindo a se constituir em um dos mais importantes líderes indígenas do Brasil nos anos 1980 e 1990. Hoje, aos 50 anos, Gersem Luciano dos Santos Baniwa, Gersem Baniwa, é pesquisador, professor doutor adjunto no Departamento de Antropologia da Universidade Federal do Amazonas (Ufam), um dos dirigentes do Fórum de Educação Escolar Indígena do Estado do Amazonas, diretor de Ações Afirmativas da Ufam, e um pesquisador atento às demandas dos povos indígenas, crítico e defensor do diálogo. Nesta entrevista exclusiva, Gersem aborda a PEC 215 e traça um panorama dos desafios para os povos indígenas da Amazônia e do Brasil neste ano.

O que representa para os povos indígenas e para o movimento indígena a PEC 215? Ela permanece como ameaça real?

Gersem Baniwa: A PEC 215, articulada e defendida pela bancada ruralista no Congresso Nacional para inviabilizar os processos demarcatórios de terras indígenas no Brasil, transferiria do Poder Executivo para o Poder Legislativo as atribuições constitucionais de demarcação de terras indígenas, de titulação dos Territórios Quilombolas e de criação de Unidades de Conservação. Esse é o maior pesadelo dos



povos indígenas na atualidade e o maior desafio na pauta de luta do movimento indígena. Na verdade, o que está sendo proposto é inviabilizar qualquer demarcação de terras indígenas, uma vez que o Congresso Nacional (Senado e Câmara dos Deputados) teria enormes dificuldades para operacionalizar política e administrativamente os processos necessários para isso.

A PEC permanece como ameaça real?

Gersem Baniwa: Apesar da PEC ter sido arquivada, a ameaça continua porque a bancada ruralista não vai desistir de querer usurpar os direitos indígenas. Os ataques aos direitos indígenas, quilombolas e à biodiversidade brasileira vão continuar porque, o segmento empresarial de ruralistas e do agronegócio representa o que tem de mais bárbaro, atrasado, conservador, racista e criminoso no País. É bom que se diga que não são todos os empresários do agronegócio, mas uma parcela deles, a maioria. É parcela sanguinária do segmento que destrói, devasta, explora e invade sem pudor ou moral nossas florestas e territórios, do mesmo modo que violenta e mata quem fica no seu caminho, principalmente os povos indígenas. É um segmento que parou no tempo da barbárie capitalista, que não quer saber da moral de direitos humanos, de democracia igualitária e de desenvolvimento humanos sustentável. Na verdade, é um segmento que perpetua a ideologia racista capitalista que provoca a insustentabilidade do nosso País e do nosso Planeta.

A PEC 215 deixa de ser "apenas problema dos povos indígenas e das comunidades quilombolas e tradicionais". São os cidadãos e cidadãs do mundo que estão sendo atacadas por essa proposta...?

Gersem Baniwa: Nesse sentido, é isso mesmo. Quando analisamos o teor dessa PEC constatamos que ela não ameaça só os povos indígenas, as comunidades quilombolas, as comunidades tradicionais e os defensores da biodiversidade, e sim todas as pessoas e segmentos sociais interessados na continuidade de vida digna no mundo. Dados de pesquisas mais recentes mostram como no Brasil, as terras indígenas dão a contribuição mais importante para a manutenção da biodiversidade e do equilíbrio dos ecossistemas brasileiros. Precisamos buscar formas de comunicação e de estratégia política adequadas para envolver outros segmentos sociais progressistas da sociedade brasileira nessa luta, pela sua relevância estratégica para a qualidade de vida de todos os brasileiros e, dessa forma, também ajudar os povos de várias regiões do mundo.

Na campanha política e nas falas dos governantes (da presidência da República aos governos estaduais) os povos indígenas foram esquecidos. Como o senhor vê essa postura?

Gersem Baniwa: Historicamente os povos indígenas sempre foram esquecidos e invisibilizados nas campanhas políticas ou mesmo na pautas dos governos. Quando aparece é no contexto marginal ou emergencial de situações pontuais. Mas nas campanhas eleitorais de 2014, esse esquecimento foi bem mais percebido, em minha opinião, por duas principais razões: a primeira, pela grande e direta influência do segmento ruralista do agronegócio claramente anti-indígena junto aos candidatos. De olho no poder econômico e político dos ruralistas e com os necessários apoios financeiros, os candidatos tiveram



que estrategicamente esconder temas que contrariassem os interesses ruralistas, patrocinadores de campanhas; a segunda razão, refere-se às dificuldades que o movimento indígena vem enfrentando no campo da articulação de alianças, principalmente alianças históricas (com comunidades tradicionais, trabalhadores rurais, ambientalistas, movimento negro, etc.) para se aproximar ou mesmo participar dos centros de discussões e decisões político-partidárias. Nas décadas de 1990 e 2000 essas articulações e alianças foram mais concretas e impactantes. Nas duas gestões do ex-presidente Lula (Luiz Inácio Lula da Silva, primeiro operário-metalúrgico a governar o Brasil por dois mandatos seguidos, de 2003 a 2011), por exemplo, grupos de lideranças indígenas ligados ao PT chegaram a participar de grupos de discussão e elaboração de programas e planos de governo da coligação. Nos últimos anos, por conta da aproximação do partido a outros partidos mais conservadores e anti-indígenas, as lideranças indígenas se afastaram desses espaços. O mesmo aconteceu, por exemplo, com o PCdoB, que no Brasil, e particularmente no Estado do Amazonas, já foi um importante aliado dos povos indígenas e chegou a ser o partido que mais acolheu lideranças indígenas entre seus quadros de filiados, hoje é um dos partidos mais anti-indígenas no Brasil. Basta olhar os posicionamentos e as ideologias defendidas pelos seus principais líderes nacionais: contra os direitos indígenas, contra o código florestal, etc.

O cenário traçado pelo senhor impõe grandes e urgentes tarefas ao movimento indígena brasileiro e da Amazônia...

Gersem Baniwa: Sim. É isso. O movimento indígena precisa voltar a ser mais dinâmico, proativo, protagônico e articulado para buscar ou mesmo criar novos espaços de diálogo e de intervenção nas estruturas do Estado em favor dos direitos coletivos dos povos indígenas. É claro que as pautas temáticas defendidas pelos governantes são resultados de correlações de forças dentro de suas coligações e grupos políticos. Daí a ausência ou a fraca participação de indígenas nesses espaços, não contribuí para dar alguma visibilidade à agenda indígena. Curiosamente isso ocorre no momento em que há maior presença indígena em espaços de governos (municipais, estaduais e federais: prefeitos, vereadores, secretários, diretores, gerentes, coordenadores indígenas), inclusive número expressivo de indígenas filiados a partidos que concorreram nas eleições de 2015, com 85 candidatos, sem que nenhum conseguisse se eleger. É também o período em que os povos indígenas conseguiram chegar às universidades, que já somam hoje mais 13 estudantes universitários. Isso faz pensar que, por um lado, temos um movimento indígena de vanguarda e de resistência autônoma e independente (faz críticas às vezes radicais ao governo) e, por outro lado, indígenas ligados aos partidos ou aos governos bastante subservientes, que não conseguem se impor e pautar a temática indígena nesses espaços de poder partidários.

Como sair dessa situação e provocar mudanças?

Gersem Baniwa: Defendo que é extremamente importante a vanguarda autônoma de resistência do movimento



indígena, mas é necessário e urgente que também o movimento indígena comece a construir outras estratégias de luta mais proativas e construtivas, como participar de formas mais diretas nos espaços de tomadas decisões, por meio de seus representantes eleitos por voto popular por ocasião das eleições e consiga articular as suas diferentes forças e potencialidades internas, como são o novo exército de universitários, gestores, profissionais e políticos indígenas. A elite de lideranças indígenas que frequenta Brasília e que tenta fazer interlocução junto ao governo precisa envolver, contar e somar força com esses outros novos segmentos indígenas tão importantes para as lutas por direitos cada vez mais complexas. É lamentável que em 2014, nenhum dos 85 candidatos indígenas tenha saído vitorioso, quando sabemos que em muitos Estados como Amazonas, Roraima, Mato Grosso, Mato Grosso do Sul e Acre, os povos indígenas detêm densidade eleitoral própria e suficiente para eleger, por exemplo, um deputado estadual. Isso tem que ser objeto de discussão, articulação e negociação do movimento indígena, ou seja, tem que fazer parte de sua pauta e agenda de trabalhos. Não basta apenas continuar *ad infinitum* contando com a sorte de ter solidariedade, caridade, benevolência dos não índios nos espaços de poder e de decisões do Brasil.

Qual é o cenário aos povos indígenas e ao movimento indígena para 2015?

Gersem Baniwa: O cenário aos povos indígenas para 2015 é bastante nebuloso e incerto. Os povos indígenas continuarão enfrentando permanente violência e ataques aos seus direitos básicos, destacadamente quanto aos seus territórios, de três lados

distintos. Um lado é o do segmento retrógrado dos ruralistas do agronegócio; o outro é o de empresas madeireiras e mineradoras e, finalmente, o outro lado é o do próprio governo executivo por meio das grandes obras de infraestrutura, dessa vez teleguiado por um político nortista e *pará-amazonense*, o atual ministro de Minas e Energia (o ministro de Minas e Energia do Brasil é o senador licenciado e ex-governador do Amazonas Eduardo Braga, do PMDB. Ele nasceu no Estado do Pará e fez a carreira política em Manaus, capital do Amazonas). Se nos últimos anos o foco da tensão envolvendo infraestrutura pública foi a hidrelétrica de Belo Monte, a partir de 2015, o foco estará mais próximo de nós amazonenses, as obras projetadas para o rio Tapajós. Este é o cenário que está previsto, mas, para sua concretização total ou parcial, não podemos esquecer ou subestimar a potencial agencialidade e intervenção do movimento indígena em seu curso, pois muitas coisas dependem das estratégias e forças que serão ou não adotadas pelo movimento indígena e seus aliados na defesa de seus direitos. Os movimentos de resistência, de mobilização, pressão e denúncias dos povos e do movimento indígena vão continuar e cada vez mais forte..

O que o movimento planeja realizar para colocar a luta na rua?

Gersem Baniwa: Esperamos que outras iniciativas e estratégias de lutas venham engrossar a fileira da luta persistente do movimento indígena, seja internamente, seja junto ao Estado e à sociedade nacional. Internamente vejo a possibilidade e a necessidade de iniciar processos de formação política (formação etnopolítica) para a nova geração de lideranças, jovens, estudantes e profissionais indígenas a fim de proporcionar consciência e capacidade para ingressarem na luta diária e permanente de suas comunidades e povos, engrossando e



qualificando ainda mais as lutas atuais. A capacitação e o conseqüente envolvimento dessas novas gerações mais escolarizadas e envolvidas com instituições governamentais pode levar a outro patamar de diálogo menos assimétrico com o Estado e a sociedade dominante, inclusive com perspectivas mais animadoras quanto às estratégias mais otimistas de participação e representação política nas próximas eleições. É inadmissível que em um país que se autoproclama pluriétnico e democrático, um segmento do tripé – índio, branco e negro – que constitui a formação sociocultural do País, esteja excluído de toda sua estrutura de poder, que são os povos indígenas. Portanto para além da formação e articulação política interna, o movimento indígena precisa ampliar seu portfólio de estratégias de luta, via política partidária, via espaços de gestão de governos, via academia, via movimentos sociais, etc. O caldo da luta tem que ferver mais, esquentar mais, engrossar mais, diversificar mais e, sobretudo, mais articulado.

O senhor está a frente de um departamento (o de ações afirmativas) no âmbito de uma universidade amazônica (Ufam). O que faz no sentido de criar novos diálogos, plataformas que ofereçam respostas menos longas e contemplem os interesses dos povos indígenas?

Gersem Baniwa: A Diretoria de Ações Afirmativas foi criada no ano de 2013 no âmbito da Pró-Reitoria de Extensão e Interiorização - Proexti como uma primeira iniciativa na tentativa de dar uma resposta institucional às lacunas na política institucional da Ufam, voltada aos segmentos historicamente excluídos da universidade, notadamente, os povos

indígenas, os negros, os quilombolas e as comunidades tradicionais. A Ufam está situada no Estado que concentra a maior população indígena, demograficamente e em diversidade étnica, do Brasil e até hoje não tem uma política instituída para esse segmento da população do Estado, embora desenvolva ações de longa data.. Assim também para os outros segmentos. Ocorre que essa não é uma tarefa fácil e nem de curto prazo, pois, enfrenta fortes resistências e incompreensões dentro da própria instituição. A atual gestão da universidade tem plena consciência e compromisso com a temática, por isso criou o Departamento, mas muitas coisas não dependem unicamente dos dirigentes. A universidade é uma das instituições mais democráticas (isso é uma coisa boa) e atua sob a égide da autonomia de setores e unidades acadêmicas, além das pró-reitorias, que muitas vezes usam dessas autonomias e democracias para dificultar e às vezes inviabilizar processos inovadores que fogem das práticas administrativas e acadêmicas padrões e dominantes, em geral, excludentes, injustos e também racistas, seja intencionalmente ou por indiferença ou desconhecimento. A universidade é o espelho mais fiel da sociedade dominante, ou seja, age conforme as correlações de forças políticas, ideológicas, vaidades e egos internos. Aqui mais uma vez os povos indígenas estão ausentes nos espaços de decisões: conselhos superiores.

Quanto a proposta formulada pelo senhor para esse Departamento?

Gersem Baniwa: Nosso propósito nesse Departamento é gradualmente trabalhar pela mudança de olhar, de conhecimento e de cultura institucional sobre os povos indígenas e sobre outras minorias excluídas, para que, por convencimento, passem a fazer parte dos planos como também beneficiários da instituição. Mais do que isso, para que os povos indígenas, por exemplo, sejam percebidos como beneficiários



especiais, não por privilégios, mas, por seus direitos diferenciados e por sua enorme potencialidade para contribuir com o enriquecimento do conhecimento científico, com seus conhecimentos e saberes milenares. Para isso nosso foco está sendo, por um lado, em estudos e articulações internas que visam ampliar a compreensão sobre as realidades e direitos indígenas e buscar modelos estruturais e administrativos mais adequados. Nesse 2015, por exemplo, estaremos empenhados em contribuir para que a Ufam institucionalize a sua Políticas de Ações Afirmativas, tanto na graduação quanto na pós-graduação, considerando o arcabouço jurídico já existente. Na outra ponta, nosso esforço é ampliar as oportunidades de acesso de indígenas à universidade, seja por meio das cotas e vagas, seja por meio de cursos específicos induzidos, como os cursos de licenciaturas interculturais, que atualmente já atendem mais de 400 professores indígenas, sendo que destes 200 (quatro turmas) já concluíram. Nos próximos anos vamos trabalhar para que possamos oferecer outros cursos específicos em outras áreas relevantes e estratégicas para os povos indígenas, como as áreas de saúde, agroecologia, engenharias, etc. Nossa aposta é que ampliando a presença indígena e de outros segmentos sociais dentro da universidade, estes ajudem a fazer as mudanças necessárias, no campo administrativo e epistemológico da instituição. Além disso, apostamos que uma vez que membros dos segmentos sociais minoritários e excluídos alcancem níveis de formação adequada, se tornem sujeitos de transformações de suas comunidades, da sociedade e da própria universidade.

Como situa a relação institucional do Brasil com os povos indígenas?

Gersem Baniwa: Continuo pensando, como canta Milton Nascimento: “ficar de frente pro mar e de costas pro Brasil não vai

fazer deste país um bom lugar”. Este País não está sendo bom para os povos nativos e originários, porque os seus dirigentes da elite política e econômica e uma parcela significativa da sociedade nacional se negam a aceitar a sua própria origem. Uma sociedade que nega ou que tem vergonha de sua própria identidade, não pode ser um país humanamente, desenvolvido, socialmente justa e politicamente democrática e civilizada. Ao negar sua origem, sua gente, seu povo, nega-se a si próprio. Não se trata de reconhecer a origem de sua identidade, pois ouço muito dos não índios a frase “todos temos, de algum modo, alguma origem ou descendência indígena”. A questão central é aceitar, é valorizar, é ter orgulho e dignidade de assumir essa identidade indígena. Tanta perseguição, crueldade, violência e morte contra os povos indígenas (crescimento de 269% de assassinato de lideranças indígenas envolvendo conflitos de terras, nos 12 anos de gestão petista, segundo levantamento do Conselho Indigenista Missionário, publicado em 2014) só pode ser por produto de um velado racismo, negação ou hostilidade contra a outra sociedade, que na verdade é parte orgânica, biológica e sociocultural de si próprio. Por isso, no nosso caso brasileiro, é uma espécie de auto-racismo, ou seja, um ódio de si mesmo, de sua origem, de sua ancestralidade, se não é na totalidade, é pelo menos parcialmente. Isso mostra como uma boa parte da sociedade brasileira ainda nega ou busca negar uma importante parte de sua história e de sua formação sociocultural e genética. É necessário, pois, para o bem de todos, que a nação brasileira amadureça, se democratize, se humanize, se modernize para criar condições reais e definitivas de convivência e de coexistência de toda a sua



gente para se tornar um País verdadeiramente de todos.

O que planejam para abril deste ano?

Gersem Baniwa: No cenário nacional, mobilizações, manifestações e articulações em defesa dos direitos indígenas, focadamente nos direitos territoriais. No âmbito regional e estadual, também vamos realizar mobilizações e manifestações para chamar atenção dos governantes e da sociedade civil sobre os problemas que os povos indígenas estão enfrentando no campo da garantia territorial, da saúde, da educação, do racismo, da discriminação e preconceito. O racismo velado a que está submetido o povo Tenharim na região do Município de Humaitá (no Estado do Amazonas), deve ser a referência para essa mobilização. O racismo contra os Tenharim, inclusive como racismo institucional é um sério alerta ao povo amazonense sobre o perigo do racismo em nosso Estado, que temos que combater com todas as nossas forças e instrumentos à disposição, principalmente com processo educativo-preventivo. Só racismo institucional pode explicar porque apenas os indígenas envolvidos foram e estão presos e não os racistas não indígenas que invadiram, saquearam e queimaram patrimônios públicos não estão presos. A impunidade é uma carta branca ou uma licença aos crimes de racismo contra minorias étnicas. ■

Ivânia Viera⁹

⁹ É jornalista e professora no Departamento de Comunicação da Ufam; doutoranda no Programa de Pós-Graduação em Sociedade e Cultura na Amazônia; bolsista CAPES.

Erratum

Une erreur de traduction s'est glissée dans le bulletin numéro 25. En page 9, 1^{ère} colonne- celle de gauche- il faut lire : « *Elections directes maintenant !* » et non « *C'est la droite maintenant !* »

Que celles et ceux qui reçoivent une version papier du bulletin et qui possèdent une adresse électronique, n'oublient pas de nous la transmettre.

Faites part de vos remarques et suggestions à Cécile Biraud et Catherine Roth.

Vous pouvez adresser vos dons soit par chèque à l'attention de « Du levain pour demain » au 57, rue Lemercier, 75017 Paris en mentionnant « à l'attention de sœur Anne-Lise Sieffert » soit par virement bancaire. Les coordonnées en sont données ci-après. ■

D.l.p.d.

Titulaire du compte						
DU LEVAIN POUR DEMAIN 6 RUE DE THORIGNY 77360 VAIRES SUR MARNE						
Identification nationale de compte bancaire - RIB						
code bancaire	indicatif	numéro de compte	clé RIB			
30002	01459	0000070415B	85			
domiciliation						
CL VAIRES SUR MARNE 01459						
Identification internationale de compte bancaire - IBAN						
FR23	3000	2014	5900	0007	0415	B85
identifiant international banque - bic (adresse swift)						
CRLYFRPP						

Les personnes à contacter :

Cécile **Biraud** : ceciliabiraud@hotmail.com

Vilma **Marinho** :

vilma_marinho@yahoo.com.br

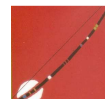
Catherine **Roth**: catherine-roth@club-internet.fr

Evelyne **Bénévent** : evelyne_cb@yahoo.com.br

Aparecida **Gourevitch** : aparecida@wanadoo.fr

Gérard **Aleton** :

gerard.aleton@wanadoo.fr



Camille de **La Guillonnière** :
camilledelaguillo@wabadoo.fr

Stéphane **Latarjet** : latarjet@club-internet.fr

Anne-Lise **Sieffert**, trésorière :
auxecog@club-internet.fr
57 rue Lemercier 75017 Paris

Le site des auxiliaires du Sacerdoce :
www.auxiliaires-du-sacerdoce.com/

Vous y trouverez une présentation des sœurs
auxiliaires du Sacerdoce, les lettres aux amis,
des propositions de réflexion et de prière.